

La Goutte d'Or qui fait déborder le vase

Je ne suis d'aucun parti, si ce n'est de celui de la France, d'une France juste, grande et fière, d'une France française faudrait-il préciser de nos jours. Le combat qui m'intéresse est celui de l'Egalité (des citoyens en devoirs et en droits), de la démocratie, mais force est de reconnaître qu'un autre combat est beaucoup plus pressant. En effet, l'Egalité qui est le principe fondamental de l'ordre social et sur lequel je rêve de voir la France enfin assise suppose l'existence du Peuple Français, menacé de disparaître physiquement à court terme. La rapidité et la profondeur des changements, pour ne pas dire des dégâts, qui ont eu lieu en France ces trente dernières années au niveau de la population augurent d'une catastrophe nationale s'ils se poursuivent au même rythme les trente prochaines. Au vrai, la situation sera déjà infernale dans dix ans, car le rythme s'accélère, les changements sont exponentiels. Si dans la présente décennie la France ne rebondit pas, elle est morte.

Les Français commencent à prendre conscience de la gravité de la situation. Le ras-le-bol est général. La manifestation du 18 juin 2010 à l'Etoile, à l'appel de Riposte Laïque et soutenue par une quarantaine d'organisations de tous bords politiques, annonce un sursaut populaire et marquera sans doute, pour l'Histoire, le début de la résistance. J'y étais. C'était magnifique de voir des gens si divers, opposés sur tant de points, mettre de côté leurs divergences pour ne penser qu'au salut de la patrie. Cette dernière est loin d'être sauvée. L'union sacrée doit se renforcer et durer jusqu'à la victoire, c'est-à-dire jusqu'à ce que le bon sens, la raison et le patriotisme aient mis en déroute la niaiserie, la démagogie et l'individualisme de gauche comme de droite.

Pour ma part, je soutiens Riposte Laïque dont, pourtant, je ne partage pas l'approche. Si dans le combat il faut mettre de

côté les divergences, il est bon, par ailleurs, d'avoir des explications franches pour en gommer le plus possible et créer un large consensus. Il ne fait du reste aucun doute que des gens qui se rejoignent dans un même combat ont plus en commun qu'ils ne le croient, qu'ils sont plus séparés par des préjugés hérités de traditions familiales que par les principes qui les animent dans le présent. S'ils peuvent s'entendre sur l'essentiel, c'est qu'ils raisonnent grosso modo de la même manière et peuvent donc, avec de la bonne foi, s'entendre sur nombre de détails qui, même si les désaccords persistent, demeurent secondaires.

Je dis donc que je ne partage pas l'approche « religieuse » et réductrice de Riposte Laïque. Elle est « religieuse » et réductrice dans le sens où, en se plaçant sur le terrain de la laïcité, elle consacre les religions comme l'ennemi exclusif et réduit les problèmes au prosélytisme religieux, en l'occurrence islamique. Or l'islamisation de la France n'est pas un phénomène spontané ! C'est l'arbre qui cache la forêt ! Il est impossible de ne pas la lier aux immigrés qui forment l'essentiel des Musulmans, donc à l'immigration arabo-africaine par laquelle l'Islam a été introduit en France après la seconde guerre mondiale. Il est de même impossible de ne pas lier la montée de la pression islamique à l'accroissement du nombre de Musulmans, lequel est du à la fois à l'immigration massive et à la reproduction effrénée des immigrés (ce n'est un secret pour personne que leur taux de fécondité est très supérieur à celui des Européens). Si l'on ajoute à cela l'intransigeance de l'Islam et la couardise des pouvoirs publics, on aura une idée assez juste des raisons de l'islamisation de la France.

Cependant, l'islamisation de la France, réelle, n'est qu'un aspect du problème général qui est l'orientalisation, l'africanisation, en un mot l'orientafricanisation de la population et des us et coutumes. Quand on se flatte de dire la vérité, il faut dire toute la vérité. Il n'y a pas de mauvaises vérités à dire ; il n'y en a que de dures à entendre.

On peut tourner la question dans tous les sens : la France est un pays européen qui était peuplé exclusivement de Blancs jusqu'à il y a peu. Le fait que le Peuple Français soit historiquement blanc fait partie de l'identité de la France. Cela n'exclut pas que des étrangers de couleur ou de type non-européen puissent y immigrer, mais à condition qu'ils restent minoritaires et se fondent dans la nation. Une France sans Blancs, peuplée de Noirs par exemple, ne serait pas plus la France qu'un Congo, sans Noirs, peuplé de Jaunes, ne serait encore le Congo. Ce n'est pas la géographie qui fait un pays, mais sa population. Or nous assistons bel et bien, en France, à la substitution, du moins à la submersion d'une population par une autre. Sous l'effet de l'immigration massive, la proportion de Blancs diminue à vue d'œil. La seule présence massive d'Arabo-africains, qu'ils soient immigrés ou descendants d'immigrés, naturalisés ou non, assimilés ou non, oblige à parler d'orientafricanisation de la France. Or il ne s'est jamais vu dans l'Histoire qu'une population étrangère s'installe pacifiquement en masse sur un territoire et prolifère sans être tentée de chasser les autochtones une fois que le rapport de force lui a été favorable. C'est ce qui est arrivé aux Amériques où les Blancs ont repoussé, exterminé les Indiens et marginalisé les survivants, en Palestine où les Sionistes ont fait de même vis-à-vis des Palestiniens, et dans bien d'autres parties du monde. Il ne s'est jamais vu non plus que les autochtones, d'abord naïfs et bienveillants, ne prennent pas tôt ou tard les armes, souvent trop tard. Les pays d'Europe et la France en particulier sont confrontés à ce genre de situation. Ce qu'il y a d'inédit et d'invraisemblable, c'est qu'ils – leurs dirigeants – organisent eux-mêmes leur colonisation, ils favorisent les envahisseurs et désarment leurs Peuples à coups de sophismes, ils s'auto-anéantissent. S'ils disparaissent, ce ne sera pas parce qu'ils étaient faibles et impuissants, mais parce qu'ils auront été paralysés par un complexe de supériorité.

Quant à l'orientafricanisation au niveau des us et coutumes, à vrai dire elle concerne plus les Français qu'elle ne les

touche. Elle est le fait d'immigrés – naturalisés ou non – qui ne renoncent pas aux traditions de leur pays d'origine, des traditions qui n'ont pas lieu d'être en France, qui pour certaines sont interdites (polygamie, excision, mariages forcés, prières dans la rue), et qui, lorsqu'elles sont visibles (voiles, djellabas, boubous, drapeaux, etc.), les signalent comme étrangers et anti-français. Ces comportements seraient marginaux quantitativement, on pourrait parler d'exotisme et s'en amuser. Mais, combinés à l'immigration massive, ils sont pléthores et se multiplient ; ils communautarisent les immigrés et défigurent la France. Certains quartiers, certaines villes sont déjà des terres étrangères.



En plaçant la francité au centre du débat, la problématique s'élargit mais tous les problèmes se révèlent liés et les réponses deviennent plus cohérentes. Comme on l'a vu, l'islamisation n'est qu'une facette de l'orientafricanisation qui est elle-même une conséquence de l'immigration massive arabo-africaine. Mais l'immigration massive a été encouragée par le grand patronat et permise par les politiques, de même que l'orientafricanisation est le résultat du renoncement à la politique d'assimilation (les immigrés pourraient-ils du reste s'assimiler quand ils déferlent par centaines de milliers chaque année ?), comme l'islamisation est le fait de la lâcheté politique maquillée derrière l'euphémisme «

accommodements raisonnables ». Il y a d'un côté les instruments, de l'autre les instigateurs, tous étant supportés par les citoyens du monde autoproclamés et les associations anti-racistes surmédiatisées (dont les membres sont souvent issus de l'immigration). Dans tout cela, le Peuple Français, celui des Français qui aiment la France et voudraient préserver la francité, est nul.

Pour ma part, je pense que les dégâts sont si profonds qu'ils sont, non pas irréversibles, mais insolubles politiquement. Il n'y a d'ailleurs aucune volonté politique dans ce sens. Pire ! quiconque évoque la francité, l'immigration, la délinquance et l'insécurité (dont nul n'ignore qu'elles sont essentiellement le fait d'immigrés) est aussitôt couvert d'opprobre par les immigrationnistes patentés. Le cas Le Pen est légendaire. Mais, rappelons-nous les insultes dont fut abreuvé M. Sarkozy pour avoir basé sa campagne présidentielle sur les thèmes de l'immigration et de l'insécurité, lui qui avait laissé la France brûler pendant trois semaines, lui dont le kärcher n'a pas même la puissance d'une poire à lavement. Rappelons-nous la levée de boucliers qu'a suscité le débat – Ô combien légitime – sur l'identité nationale lancé par l'insignifiant M. Besson qui, au lieu de faire monter la mayonnaise, à contribuer à faire tourner la chose en eau de boudin. Plus récemment, rappelons-nous le tollé politico-médiatique provoqué par l'annonce d'un apéro saucisson pinard au quartier parisien de la Goutte d'Or dont les rues sont le théâtre de prières musulmanes tous les vendredi, en toute illégalité et ce depuis quinze ans.

Les pouvoirs publics l'ont interdit, sous prétexte de risque de troubles à l'ordre public, tandis que la municipalité locale, considérant que magnifier des produits français à la barbe des envahisseurs était une provocation – évidemment ! –, s'est empressée d'organiser un repas halal. Les Français n'ont pas le droit de rappeler qu'ils sont chez eux en France, qu'ils en ont assez d'être envahis fut-ce pacifiquement, d'être terrorisés par des hordes sauvages. Leur propre gouvernement, à dessein ou par crainte d'une « bavure », les

enchaîne autant qu'il laisse à leurs ennemis toutes les coudées franches. Des tribunaux abjects, toutes les zélites cosmopolites par idéologie et apatrides par nature, ainsi qu'une partie de leurs concitoyens (compatriotes serait trop fort) lobotomisés par la bien-pensance, tout se ligue contre eux pour les paralyser et à terme les anéantir. Le Peuple Français est seul désormais face à son destin. Il ne peut plus être sauvé que par lui-même.

Il est temps de rappeler cet article de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 : « Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. » Bien sûr, une insurrection qui, dans le cas présent, serait le début d'une guerre civile et ethnique est un moyen extrême et même impossible pour des individus désorganisés et désarmés. De plus, de nombreuses considérations et questions sans réponse présentent tant de difficultés qu'il semble que cette entreprise soit vouée à l'échec et donc impensable : Qui en fixe la date ? Quel doit être son but ? Qui répartit les rôles ? Qui sont les ennemis ? Qui sont les amis ? Comment la préparer sans être arrêté ? Comment l'envisager sans être pétrifié par ses terribles conséquences ? En somme, une insurrection qui est en apparence un mouvement spontané ne doit rien laisser à l'improvisation pour réussir ; elle doit être dirigée par des chefs reconnus et décidés. L'idéal est évidemment que ces chefs soient à la tête de l'Etat, afin de disposer de ses ressources et d'en priver les adversaires, afin également de maîtriser le déclenchement de l'insurrection ou de prévenir la guerre civile par une politique vigoureuse.

Les Français ont donc deux solutions complémentaires : 1) mettre de côté leurs différends mineurs en regard de l'enjeu national et voter pour le candidat à l'élection présidentielle qui sera le plus patriote et aura le plus de chances d'être élu (seul un candidat du Front National remplit objectivement ces deux conditions) ; 2) constituer dès à présent des réseaux d'assistance, des groupes d'intervention et s'armer

individuellement pour être prêts le moment venu. La première solution peut permettre d'éviter la guerre, mais mieux vaut que les Français s'y préparent sérieusement. Comme l'a montré Riposte Laïque, la France est en état de guerre civile larvée. Un rien peut mettre le feu aux poudres, et ce rien arrivera fatalement un jour ou l'autre – et le plus tôt sera le mieux. Il est cependant improbable que les Français fassent le premier pas ; ils sont trop modérés, trop légalistes, trop écrasés, trop réfléchis. Ils n'agiront que par réaction et en dernier recours. La racaille bestiale ou les islamistes fanatiques dépasseront un jour les bornes, déclencheront une vague de violence sans précédent sous un prétexte ridicule ou pour soutenir des revendications inacceptables ou pour s'opposer à une mesure allant enfin dans le bon sens ; les tentatives de répression musclée susciteront la solidarité raciale ; l'émeute s'étendra sur tout le territoire ; la France apparaîtra coupée en deux ou plutôt il deviendra évident que l'ennemi est dans la place ; enivrés par leurs premiers succès, rien ne pourra plus arrêter les émeutiers sinon la mort. Alors, plusieurs hypothèses : ou les forces de l'ordre recevront des ordres impitoyables et les écraseront, éventuellement secondés par les Français constitués en milices, ou elles seront « dépassées » à l'image du pouvoir politique qui n'osera toujours pas agir, auquel cas les Français n'auront plus le choix de se défendre eux-mêmes, ou les forces de l'ordre désobéiront et, unies au Peuple Français, renverseront le gouvernement, écraseront les émeutiers et chasseront de France leurs congénères. L'hypothèse que le gouvernement laisse les Français se faire exterminer sans que les forces de l'ordre interviennent ou, pire, avec leur concours, est inconcevable pour la simple raison que ces dernières sont aussi constituées de Français – bien que, de plus en plus, le recrutement favorise des « Français issus de l'immigration » – qui ne pourront rester impassibles et entreront individuellement ou en corps dans la bataille.